



70^e session de l'Assemblée générale
5^{ème} commission

Points 134 de l'ordre du jour

**Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2016-2017**
Proposed programme budget for the biennium 2016-2017

New York, le 12 octobre 2015

Déclaration de H.E. Mr. Jürg Lauber
Représentant permanent

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

Nos délégations saluent la présentation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 ainsi que les autres rapports soumis sur ce point de l'ordre du jour. Nous remercions aussi le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires (CCQAB) pour son rapport et ses recommandations.

Monsieur le Président,

Une ONU forte est une ONU capable de mettre en œuvre avec efficacité les mandats qui lui sont confiés par les Etats membres. A cet effet, il incombe aux Etats membres de fournir des ressources suffisantes à l'ONU, qu'elle doit utiliser de la manière la plus efficace possible. Nous demeurons convaincus que c'est cet équilibre entre l'impératif d'efficacité de l'action de l'ONU et la quête d'efficacité dans l'utilisation des ressources qui doit guider les Etats membres dans leurs délibérations budgétaires.

Nous apprécions le fait que le budget-programme proposé pour 2016-2017 reflète en grande partie les décisions prises l'année dernière par l'Assemblée générale dans sa résolution sur l'esquisse budgétaire. Cela dit, il existe encore une faiblesse notable dans le processus budgétaire actuel. En effet les Etats membres prennent leurs décisions sans tenir compte de la performance réalisée par les programmes de l'Organisation. Ce lien important entre la répartition des ressources et les performances passées fait défaut.

Au lieu de pouvoir viser des résultats futurs clairs et guider l'orientation stratégique de l'Organisation en connaissance de cause, les Etats membres se perdent dans la micro-gestion de l'allocation des ressources, jusqu'à autoriser la création ou la suppression de postes individuels.

Monsieur le Président,

Nous saluons les efforts d'économies qu'a accepté de faire le Secrétariat pour stabiliser le budget. Nous sommes sûrs que les économies proposées proviennent de gains d'efficacité et d'efficience soigneusement pensés, et non pas de coupes uniformes arbitrairement opérées dans toutes les rubriques. Cela dit, l'argument avancé pour la proposition de geler des postes ne nous convainc pas entièrement. A nos yeux, les gains d'efficience devraient être permanents, indépendamment des avantages attendus d'Umoja.

Nos délégations aimeraient aussi attirer l'attention des Etats membres sur le fait que notre commission a depuis peu tendance à sous-estimer les budgets dans certains domaines, comme celui des missions politiques spéciales, avec pour seul but de maintenir le budget initial au niveau le plus bas possible. Nous pensons que les décisions budgétaires doivent se fonder sur des hypothèses aussi réalistes que possible, dans le respect d'une stricte discipline budgétaire. Sous-estimer les budgets débouche sur des factures finales bien supérieures au budget initialement approuvé. Ce n'est pas, à notre sens, de la bonne gestion financière.

Monsieur le Président,

L'analyse de l'ensemble de nos contributions statutaires à l'ONU nous révèle que le maintien de la paix continue d'en absorber la majeure partie, et que les contributions qui lui sont affectées sont en hausse. Or les examens de haut niveau des opérations de paix et de l'architecture de consolidation de la paix insistent sur le fait que la meilleure façon de traiter un conflit est de le prévenir. Pourtant, l'Organisation ne consacre pas une part suffisante de ses ressources à la promotion des droits de l'homme, à la prévention des conflits et aux capacités de médiation. Nous aimerions que cela change dans les deux années qui viennent, et invitons le Secrétaire général à rééquilibrer dans ce sens ses futures propositions de budget.

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein sont conscients que la charge de travail de la Cinquième Commission est particulièrement lourde cette session. Soyez assuré que nos délégations participeront de manière active et constructive aux délibérations portant sur ce point important de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honor of addressing you on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

Our delegations welcome the Secretary-General's presentation of the proposed programme budget for the biennium 2016-2017 as well as the introduction of other reports concerning this agenda item. We also thank the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) for its report and recommendations.

Mr. Chairman,

A strong UN is a UN capable of effectively implementing the mandates entrusted to it by Member States. To this end, it is incumbent on Member States to provide sufficient resources to be used in the most efficient way possible by the Organization. We firmly believe that this golden balance between the need for the work of the UN to be effective and the search for efficiency in the use of resources should serve as a point of reference in our budget deliberations.

We appreciate that the proposed programme budget for the biennium 2016-2017 largely reflects the decisions made by the General Assembly last year in its resolution on the budget outline for 2016-2017. However, a major shortcoming of the current budgetary process remains in that Member States make their decisions without considering the performance of the Organization's programmes. The important link between the allocation of resources and past performance has thus not been established. Instead of being able to strive for clear future results and guide the Organization's strategic orientation in an informed way, Member States are embroiled in micro-management of allocating resources to the extent that they authorize the creation and abolishment of individual posts.

Mr. Chairman,

We welcome the efforts and cost-saving measures which the Secretariat agreed to in order to maintain this budget level. We trust that the proposed savings are the result of careful consideration of gains in efficiency and performance rather than uniform arbitrary cuts across budget sections. Having said this, we are not entirely convinced by the rationale of the proposal to "freeze" posts if these are indeed not needed at this present moment. It is our understanding that efficiencies should be permanent, irrespective of Umoja's benefits.

Our delegations would also like to draw the attention of Member States to the recent tendency of this Committee to under-budget in certain areas such as Special Political Missions with the sole purpose of keeping the initial budget level as low as possible. We believe that our budgetary decisions should be based on the most realistic assumptions possible, while insisting on strict budgetary discipline. The consequence of under-budgeting is that we end up with a final bill much higher than the initially approved budget. In our view, this is not proper financial management.

Mr. Chairman,

Looking at our assessed contributions to the UN as a whole, we note that the main bulk continues to be used for peacekeeping for which the contributions are even on the rise. Both the high-level reviews on peace operations and on the peacebuilding architecture stress that the best way to deal with conflict is to prevent it. Yet comparatively, the Organization does not invest enough in the promotion of human rights, conflict prevention and mediation capacities. We hope to see a shift in the biennia and encourage the Secretary-General to reflect this shift in future budget proposals.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein are aware that the workload of the Fifth Committee is particularly heavy this session. Our delegations will participate actively and constructively in the deliberations on this important agenda item.

Thank you, Mr. Chairman.